

Genre, sexualité & société

34 | Automne 2025
Hétéro(cis)normativité
Dossier
Entretiens

Après le Mayo Feminista. La transformation féministe des universités chiliennes à l'épreuve du patriarcat, de l'hétéronormativité et du néolibéralisme

After Mayo Feminista: The feminist transformation of Chilean universities in the face of patriarchy, heteronormativity and neoliberalism

ALEOSHA ERIDANI, MARCELA MANDIOLA, NICOLA RÍOS ET FLORIAN VÖRÖS

Traduction de Louise Ibáñez-Drillières
<https://doi.org/10.4000/15izn>

Résumés

Français English

Cet entretien avec le collectif Hecho en Género revient sur les questions soulevées par le Mayo Feminista, un mouvement d'occupation étudiante contre les violences de genre qui s'est déployé dans les universités chiliennes à partir de mai 2018. Après s'être situé dans une histoire des féminismes universitaires chiliens, le collectif souligne l'importance du mouvement étudiant dans la contestation de l'ordre social imposé par la dictature. Il retrace ensuite le déploiement des occupations féministes à travers les universités du pays, la dépolitisation de leurs revendications par des politiques publiques néolibérales et les débats internes aux mobilisations féministes. Le collectif revient également sur une enquête de terrain qu'il a menée pour le ministère de l'Éducation chilien et qui pointe le manque de prise en compte des étudiant·es LGBTQIA+ par les dispositifs de lutte contre les violences de genre. L'entretien se conclut par une analyse de la difficile institutionnalisation des pratiques et des savoirs féministes et queer dans les universités chiliennes, dans un contexte de mobilisations anti-genre.

In this interview, the Hecho en Género collective addresses the issues raised by the Mayo Feminista, a student occupation movement against gender-based violence that spread across Chilean universities from May 2018 onwards. After situating themselves within the history of Chilean academic feminisms, the members of the collective highlight the importance of the student movement in challenging the social order imposed by the dictatorship. They then retrace the spread of feminist occupations across the country's universities, the depoliticisation of their demands by neoliberal public policies, and the internal debates within feminist activism. The collective also refers to a field survey they conducted for the Chilean Ministry of Education, which details how public policies against gender-based violence fail at meeting LGBTQIA+ students' needs. The interview concludes with an analysis of the difficult institutionalisation of feminist and queer practices and knowledge in Chilean universities, in a context of anti-gender mobilisations.

Entrées d'index

Mots-clés : violences de genre, organisations universitaires, mouvement étudiant, mouvement féministe, mouvement anti-genre, politiques publiques

Keywords : gender-based violence, academic organisations, student movement, feminist movement, anti-gender movement, public policy

Notes de la rédaction

Traduit de l'espagnol (chilien) par Louise Ibáñez-Drillières
Docteure en études hispano-américaines, université Montpellier 3

Texte intégral

Dans le cadre du présent dossier « Hétéronormativité » et dans le sillage d'un précédent dossier « Université » de la revue *Genre, sexualité & société*, cet entretien avec le collectif Hecho en Género revient sur la difficile institutionnalisation des savoirs et des pratiques féministes et queer dans les universités chiliennes. Il a été réalisé en janvier 2023 à Santiago du Chili par Florian Vörös avec les trois chercheur·euses du collectif : aleosha eridani, Marcela Mandiola et Nicola Ríos. Il a ensuite été traduit par Louise Ibáñez-Drillières et augmenté d'un ensemble de notes qui proposent des éléments de contexte ainsi que des liens et des références pour aller plus loin.

Florian : Vous formez ensemble le collectif de recherche Hecho en Género¹. Comment s'est créé ce collectif et dans quelle histoire des féminismes chiliens vous inscrivez-vous ?

Marcela : Nous nous sommes rencontré·es en 2008, alors que je donnais un cours optionnel sur le thème « Genre et organisations » à l'École de psychologie de l'université catholique de Valparaíso. aleosha et Nicola étaient étudiants en licence et suivaient ce cours. Ils faisaient partie d'un groupe d'étudiant·es doté·es d'une formation politique autodidacte. À la fin de l'année, ils m'ont suggéré de faire un autre cours, plus généraliste, en études de genre. Je leur ai dit que ça me paraissait une bonne idée, à condition qu'on le fasse ensemble. Nous l'avons proposé à d'autres facultés, mais nous n'avons essayé que des refus. La faculté de théologie de l'université catholique



affichait sur sa page Web son opposition à l'« idéologie du genre ». On nous a fait comprendre que la présidence de l'université n'aimait pas le mot « genre », qu'elle n'aimait que le mot « sexe » car, « de sexes, il n'y en a que deux ». C'est ce contexte qui marque le début de notre collaboration.

Nicola : Notre collectif de recherche s'inscrit dans ce que l'on peut qualifier de troisième vague des féminismes universitaires au Chili. Une première bataille avait porté à la fin du XIX^e siècle sur le droit d'accès des femmes à l'éducation supérieure². À partir de la fin des années 1980, au sortir de la dictature³, l'enjeu devient de légitimer la pensée féministe à l'université. Les premiers centres de recherche féministes, à savoir le Centre d'études de la femme et le centre d'études La Morada⁴, sont créés hors des institutions universitaires au cours des dernières années de la dictature. Pendant la période dite de transition démocratique, au début des années 1990, deux centres d'études de genre sont ensuite créés à l'université du Chili : le Centre du genre et de la culture, au sein de la faculté de philosophie et de sciences humaines, et le Centre interdisciplinaire d'études de genre, au sein de la faculté des sciences sociales.

Le travail de notre collectif s'inscrit dans une troisième vague de politisation féministe de l'université, qui ne concerne plus seulement l'accès des femmes à l'éducation supérieure ou la légitimité des études de genre, mais sa transformation organisationnelle dans un contexte de mobilisations étudiantes féministes contre les violences de genre et pour la création d'organisations⁵ universitaires plus justes. C'est une phase où tout s'accélère avec la mobilisation étudiante féministe de mai 2018 – connue sous le nom de Mayo Feminista (« Mai féministe ») –, où l'on exige de l'université qu'elle se livre à un travail de transformation réflexive et qu'elle soit capable de reconnaître et d'analyser sa complicité quotidienne avec la violence de genre au sein de la vie universitaire.

Nous participons à ce troisième moment par le biais de travaux de recherche attentifs aux logiques de production du genre à l'œuvre dans les pratiques universitaires, que nous analysons dans une perspective anti-essentialiste et post-structuraliste inspirée de Judith Butler. Nous étudions les routines, les habitudes, le partage des espaces, les relations de travail, les mécanismes de recrutement, la prise de décision et la ségrégation genrée, à la fois horizontale et verticale, du champ universitaire⁶. Nous interrogeons en particulier le caractère genré du régime managérial néolibéral, qui infiltre aussi bien l'enseignement que la recherche et la mise en pratique des savoirs⁷.

Les mobilisations étudiantes contre les violences de genre et l'ordre social imposé par la dictature

Florian : Quel rôle joue le mouvement étudiant dans ce processus de politisation féministe des universités chiliennes ?

aleosha : Dans les années 2000 et 2010, le mouvement étudiant a été pionnier dans la mise en cause du modèle néolibéral, autoritaire, patriarcal et hétéronormé imposé par la dictature civico-militaire à partir de 1973. La dictature a mené une offensive contre différents processus de politisation sociale, entre autres contre les processus féministes et contre le mouvement pour le droit à l'éducation. Elle a non seulement instauré un terrorisme d'État perpétrant la violation des droits humains, mais aussi un nouveau modèle éducatif obéissant à une logique de marché. Au Chili, bien que le système éducatif étatique et le système éducatif privé coexistent parallèlement, les universités d'État ne sont ni gratuites ni démocratiques. Les droits d'inscription annuels s'y élèvent toujours à plusieurs millions de pesos, soit l'équivalent de plusieurs milliers d'euros⁸. De la même façon, les prises de décision et le fonctionnement des équipes demeurent soumis à des logiques organisationnelles profondément hiérarchiques.

Les grandes mobilisations étudiantes de 2006 et 2011 revendiquaient non seulement le droit à une éducation gratuite, publique et de qualité, mais également à une éducation non sexiste. Au sein du mouvement étudiant, on a créé des fonctions de référent-es et des commissions consacrées aux questions de genre et sexualités. Il s'agissait d'organes autonomes et autogérés, pas toujours officiellement reconnus par les fédérations étudiantes, ni par les instances de représentation officielle des différentes facultés et départements. Ces commissions visaient à articuler le militantisme étudiant avec les activistes de genre et de sexualité déjà présents sur les campus.

Florian : Comment des étudiantes en sont-elles venues à occuper les universités en mai 2018 ? Quelles revendications ont-elles formulées ?

Marcela : Tout commence à l'université australe du Chili à Valdivia, où des étudiantes dénoncent un professeur pour violence sexuelle. Cela se poursuit à l'université du Chili, où une ancienne affaire qui avait été mise sous le tapis est rendue publique. À partir de là, la contestation s'étend rapidement à tout le territoire national, lui-même connecté à ce qui est en train de se passer au niveau mondial avec des mouvements comme Ni Una Menos ou #MeToo. Des thématiques historiquement passées sous silence et réprimées font tout à coup irruption et mettent le feu aux poudres. Le Mayo Feminista fait entendre une voix et un positionnement politique féministes qui, jusqu'en 2018, demeuraient refoulés dans ce pays conservateur et patriarcal. Le féminisme cesse d'être un fait isolé, circonscrit et dont ne s'occupent que quelques petits groupes, pour devenir un thème transversal. Ce processus s'accompagne d'éléments visibles et performatifs, comme le collectif Las Tesis⁹, qui s'est fait connaître dans le monde entier et qui a ouvert la possibilité d'une critique forte et radicale. Las Tesis légitime l'usage de certains concepts, de certains mots, et rend possible des manières de nommer, de concevoir et de rendre intelligibles des pratiques sociales qui n'avaient jusqu'alors pas leur place.

Nicola : L'occupation d'université est une tactique ancienne du mouvement étudiant. Elle consiste à paralyser l'université et ses activités en occupant les lieux. L'objectif est d'en interrompre le fonctionnement habituel. C'est une forme de blocus puisque aucune autorisation n'est demandée : on prend l'université, on bloque les accès. Ainsi, l'établissement tout entier se trouve affecté par une revendication qui n'émane plus seulement d'un groupe, mais qui, précisément à cause des caractéristiques de cette tactique, finit par interpeller la communauté dans son ensemble, puisque les gens ne peuvent pas aller travailler et que les choses ne peuvent plus suivre leur cours habituel. Les occupations sont aussi des espaces de configuration des revendications politiques, elles deviennent de fait des espaces de pédagogie politique. Au fil de l'occupation, des réunions, des assemblées, des débats sont organisés, et c'est là que se construisent les revendications politiques.

Les occupations féministes existent depuis les années 1990 et peuvent être mixtes ou ne pas l'être. Au sein de certaines d'entre elles, le Mayo Feminista était conçu comme un mouvement de femmes qui dénonçaient des hommes, et l'accès aux occupations était donc réservé aux personnes perçues comme des femmes. Cela a pu générer des conflits concernant l'inclusion des personnes trans¹⁰, des personnes non binaires et de celles dont le genre est fluide. Ces tensions, qui touchaient aux enjeux de représentation du sujet politique du Mayo Feminista, ont aussi nourri le processus d'apprentissage féministe de cette génération d'étudiant-es.

La stratégie de la *funa* est héritée de la période de la post-dictature et de la lutte contre l'impunité des coupables de violations des droits humains¹⁰. C'est dans ces années-là qu'est née la Comisión Funa, qui s'employait à retrouver des professionnel·les s'étant rendus coupables de complicité avec la dictature civico-militaire et qui, jouissant du pacte d'impunité que leur offrait le processus de transition démocratique, continuaient à exercer dans les services de santé ou encore au sein de l'institution judiciaire. La Comisión Funa se réunissait pour étudier ces cas, par exemple en pistant des professionnel·les ayant participé à des actes de torture et en identifiant leur lieu de travail. À l'issue de recherches approfondies qui permettent de compiler tous les antécédents de la personne, la *funa* proprement dite englobe plusieurs tactiques, comme la distribution de tracts ou la réalisation de pancartes destinées à afficher publiquement la complicité active de la personne avec la violence dictatoriale et à informer sur le fait qu'elle n'a pas été appelée à comparaître devant la justice. Cette stratégie voit le jour dans un contexte d'injustice institutionnalisée. Se heurtant à l'absence de réaction des universités face aux violences sexuelles et de genre ainsi qu'à la perpétuation de l'injustice institutionnelle, les mouvements féministes réinvestissent la stratégie de la *funa* pour dénoncer les auteurs de violences de genre ou de violences sexuelles, qu'il s'agisse d'étudiants, d'enseignants

ou de personnels administratifs. Les militantes exposent des pancartes avec le visage et les informations personnelles de l'agresseur, ainsi que des explications sur le type de violences qu'il a exercées.

aleosha : Les occupations étudiantes dénoncent non seulement des individus spécifiques, mais, plus largement, l'université dans son ensemble. La tactique de la *funa* interpelle l'université par rapport à sa complicité en tant qu'institution. On peut parler de « violations organisationnelles¹¹ » : il ne s'agit pas seulement de violations perpétrées par des personnes données, mais de violations s'inscrivant dans un contexte organisationnel universitaire qui permet cette violence et sa perpétuation. Ce contexte organisationnel autorise l'existence de la violence. Les violences dénoncées par les mouvements féministes ont aussi à voir avec des rapports sociaux de domination. Elles interviennent dans des contextes structurés par des relations de pouvoir, que celui-ci soit exercé par les enseignant-es sur les étudiant-es, par les titulaires sur les précaires, ou provoqué par des différences de génération, de position hiérarchique et de classe sociale, notamment entre enseignant-es-chercheur-es et personnels administratifs.

D'autres revendications ont été formulées chemin faisant, comme celle du droit des étudiant-es à bénéficier d'une formation aux questions de genre et de l'exigence pour les enseignant-es de se former à cette perspective afin de sortir des pratiques pédagogiques sexistes et hétéronormées. Un autre axe de revendication est celui de la réparation matérielle et psychique, sous forme de soutien et d'accompagnement sur la durée, pour les personnes dont la vie universitaire s'est trouvée affectée par les violences de genre.

La dépolitisation du genre par les politiques publiques néolibérales

Florian : Quelle a été la réponse institutionnelle au Mayo Feminista ?

Marcela : En août 2018, le gouvernement de droite du président Sebastián Piñera répond avec ce qu'il appelle l'« agenda femme ». Cet agenda est confié à un ministre et à une sous-secrétaire connu-es dans le milieu féministe sous le surnom de « Ken et Barbie » à cause de leur look et de leur vision binaire du genre. Son élaboration avait en bonne partie été sous-traitée à des boîtes de conseil privées, étrangères au monde universitaire, qui portaient un discours essentialiste en faveur des femmes¹², aligné sur la logique des agences internationales. Pour cette ligne politique, la priorité est de favoriser l'accession de femmes à des postes à haute responsabilité dans le monde de l'entreprise et à l'université, en particulier dans le domaine des sciences dites dures. Elle se focalise sur les intérêts de femmes appartenant aux classes supérieures, blanches, cis et hétérosexuelles, qui jouissent déjà de positions privilégiées en matière d'études et sur le plan professionnel.

Le Mayo Feminista met aussi un coup d'accélérateur à un processus lancé en 2016 à l'initiative du Réseau de chercheuses (RedI, pour Red de Investigadoras), un réseau militant tourné vers le monde universitaire qui travaille sur les thématiques de genre et les féminismes. En 2021, la direction de la RedI se joint aux efforts d'une partie du Parlement pour élaborer la loi 21.369, qui oblige les universités à prendre des mesures de prévention et de sanction contre le harcèlement sexuel et les violences de genre¹³, sous peine de perdre leur accréditation. L'objectif de cette loi est de fixer et d'institutionnaliser des seuils minimaux de prévention et de sanction, puis de garantir que ces mesures soient appliquées dans toutes les universités. L'un des leviers qui permettent cela est que, depuis cette loi, l'accréditation de l'université dépend du respect de ces exigences. Autrement dit, l'université ne peut pas obtenir le label reconnaissant la qualité de ses enseignements si elle ne remplit pas un certain nombre de critères institutionnels concernant le traitement de la violence et du harcèlement. L'application de cette loi exige entre autres des universités qu'elles s'attaquent aux violences de genre, mais aussi aux discriminations liées au genre, à l'orientation sexuelle ou à d'autres marqueurs de différence. En parallèle, le service de Politique de genre du ministère des Sciences ouvre à la candidature un certain nombre de subventions de recherche destinées à favoriser la transversalité des études de genre. À partir de 2022, ces dispositifs sont renforcés par des politiques de sensibilisation mises en place par le gouvernement de gauche de Gabriel Boric, qui cherche à introduire la perspective de genre au sein des politiques publiques.

Si leur impulsion initiale était de répondre aux revendications du Mayo Feminista, les politiques publiques relatives au genre dans les universités chiliennes suivent désormais diverses voies d'institutionnalisation. L'agence nationale de recherche et de développement (ANID) a lancé le programme InES Género, dont l'objectif est de réduire les écarts entre les sexes dans le domaine de la recherche. Le ministère des Sciences, des Technologies, de la Connaissance et de l'Innovation a lancé en 2024 une politique nationale pour l'égalité de genre. En matière de gestion institutionnelle, de nouveaux critères et normes de qualité ont été conçus par la Commission nationale d'accréditation de l'enseignement supérieur, afin de s'assurer que les universités sont bien engagées dans des politiques de transformation en matière d'égalité des sexes.

Nicola : Le premier réflexe des présidences d'université a été d'élaborer en urgence des dispositifs capables de prendre en charge l'avalanche de dénonciations. Chaque institution a réagi à sa manière, sans coordination à l'échelle nationale. Les outils préexistants étaient soit peu utilisés, soit peu opérationnels. Des équipes de juristes, de psychologues et de travailleur-es sociaux-aes sont mises en place pour accompagner les victimes dans leurs démarches.

Le changement du cadre légal amène ensuite une institutionnalisation des questions de genre (Gaba, 2020), avec la création de bureaux et d'équipes spécifiques. Les politiques d'égalité de genre relèvent dans certains cas de la présidence de l'université, dans d'autres, elles dépendent d'instances moins haut placées dans la hiérarchie, ou bien elles constituent simplement une composante indépendante. Leur marge de manœuvre, leur budget et leur degré d'autonomie dépendent de ce contexte organisationnel. Un organisme directement rattaché au cabinet de la présidence dispose de plus d'autonomie, de budget et de pouvoir décisionnel qu'une simple composante. Dans certaines universités, une seule et même équipe de trois personnes doit faire face aux enjeux d'inclusion des personnes issues de peuples autochtones, des personnes en situation de handicap, des questions de diversité de genre et d'orientation sexuelle, des personnes en situation de précarité socio-économique, etc. Tout cela à l'échelle d'une université de 8 000 étudiant-es.

Ces équipes sont généralement composées de femmes, la plupart du temps enseignantes-chercheuses, qui consacrent une partie de leur temps de travail à diriger ou à coordonner ces dispositifs pour l'égalité de genre au sein de leur université. Les organisations universitaires ont tendance à naturaliser le fait que ce soient des femmes qui prennent en charge ce travail. Nous avons réalisé des enquêtes qui ont permis de signaler, sur la base des déclarations des personnes concernées, que la mise en œuvre des politiques d'égalité de genre s'était traduite par une charge de travail supplémentaire pour les femmes. Elles sont par exemple sollicitées pour siéger dans des commissions ou des instances décisionnaires à la seule fin de remplir des quotas. Elles peuvent aussi être cantonnées à des tâches de gestion sans véritable pouvoir d'initiative, ou encore se voir déléguer de manière informelle des tâches relatives à ces politiques d'égalité.

Florian : Quels débats restent ouverts au sein des milieux féministes, six ans après le Mayo Feminista ?

Marcela : La réponse institutionnelle a avant tout cherché à circonscrire la mobilisation grâce à la mise en œuvre de politiques publiques pour la forme, sur le mode néolibéral, patriarcal et hétéronormé qui structure les universités. Elle oblitère ainsi trois aspects centraux du Mayo Feminista : la place qu'y occupaient les dissidences sexuelles¹⁴, l'analyse intersectionnelle approfondie de l'organisation sociale et la responsabilité des hommes en tant que groupe social dominant. Les dispositifs destinés à traiter la question des violences sont déployés de manière déconnectée des recherches en études de genre sur la question. Les enseignements ont peu changé, les expériences vécues par les personnels administratifs n'ont pas été prises en compte et les mécanismes de gouvernance et de

gestion universitaire n'ont pas été interrogés. Il s'agit d'une stratégie de dépolitisation. Elle repose sur le traitement hors-sol de la question du genre et sur sa réduction à de simples dispositifs de gestion.

aleosha : Le Mayo Feminista de 2018 a exhibé les complicités patriarcales actives au sein des organisations universitaires elles-mêmes. Il ne s'est pas limité à conspuer des étudiants et des professeurs hommes en tant qu'agresseurs, harceleurs et auteurs de violences : c'est la posture complice de l'institution qui a plus largement été affichée au grand jour. L'absence de positionnement de pans entiers du professorat a également été questionnée. Par ailleurs, l'agenda du gouvernement de Gabriel Boric en matière d'éducation s'est avéré assez inconsistent, les transformations sont timorées et mineures, et le système hérité de la dictature reste en place.

Nicola : En parallèle, les occupations étudiantes et les dénonciations publiques d'agresseurs (*funas*) se poursuivent. Ces dernières prennent des formes qui échappent au contrôle de l'université, en passant par Instagram et Facebook, ou par des affiches placardées sur le campus. Les établissements ne savent pas comment se positionner par rapport à des actions qui empiètent sur leur périmètre d'autorité, notamment lorsque les mobilisations étudiantes mettent en place l'exclusion d'étudiants agresseurs. La *funa* est aussi devenue un thème de réflexion au sein des féminismes chiliens – et plus largement latino-américains – sur la question punitive (Ibarra et Brito, 2023), sur les techniques de sanction, sur la façon de rendre la vie collective universitaire de nouveau possible après la *funa*, sur ce que l'on entend par « justice de genre », sur la possibilité qu'un auteur de violence s'engage dans des pratiques de réparation qui répondent aux exigences de la victime. Ces réflexions ne sont pas prises en charge de manière transversale par les politiques publiques, mais sont traduites institutionnellement au niveau local par certain-es acteur-rices de terrain spécialisé-es dans la prévention des violences, l'accompagnement des auteurs et la formation aux questions de genre et de masculinités¹⁵.

Les étudiant·es LGBTQIA+, angle mort des dispositifs de lutte contre les violences de genre

Florian : Le sous-secrétariat à l'Éducation supérieure du ministère de l'Éducation vous a commandé en 2022 une enquête de terrain¹⁶ pour évaluer la prise en compte des étudiant·es LGBTQIA+ par ces politiques d'égalité de genre. Comment avez-vous procédé et quels ont été vos résultats ?

Nicola : Nous avons commencé cette enquête par un questionnaire adressé aux équipes chargées des problématiques de genre dans les universités d'État¹⁷. À quelques exceptions près, ces équipes ont toutes été créées dans la foulée du Mayo Feminista. Nous avons aussi examiné les réponses aux formulaires d'auto-évaluation des politiques d'égalité de genre que l'État exige désormais de ces universités, avec une attention aux moyens qu'elles se donnent pour connaître et agir contre les discriminations et les violences subies par les étudiant·es et les personnels LGBTQIA+. Cette première phase de l'enquête nous a ensuite permis de sélectionner quatre universités au sein desquelles nous avons mené des entretiens approfondis, d'abord avec les équipes chargées de ces questions, puis avec des étudiant·es LGBTQIA+.

Marcela : Les étudiant·es LGBTQIA+ que nous avons rencontré·es lors de cette enquête perçoivent les unités de genre comme des instances profondément éloignées d'eux, de leurs besoins et de ce qu'ils recherchent. Ils les considèrent comme des groupes traitant de questions qui leur paraissent dépassées ou déconnectées de leur réalité. Dans certains cas, les collectifs étudiants LGBTQIA+ déclarent ne pas se sentir représenté·es par ces unités, et signalent qu'ils ne sont pas invité·es à s'approprier ces dispositifs comme des leviers de lutte contre les discriminations qu'ils subissent. De fait, l'une des principales conclusions de l'étude est que, bien qu'un certain nombre d'étudiant·es LGBTQIA+ soient en mesure de décrire une série de situations, de contextes et de degrés de violence cishétéronormative, leur témoignage ne prend finalement pas la forme d'une plainte traitée par la voie institutionnelle grâce aux dispositifs consacrés au genre – même dans le cas où ceux-ci reconnaissent officiellement les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'expression de genre. Cela nous amène à penser que, bien que ces dispositifs se donnent pour objectif de dénaturaliser la violence de genre, leur conception de la « violence de genre » ne tient pas compte des formes spécifiques de violences subies par les étudiant·es LGBTQIA+.

aleosha : L'enquête documente une certaine tension entre les femmes cis chargées des unités de genre et les étudiant·es LGBTQIA+. Quoiqu'elle ne relève jamais d'un antagonisme explicite, un fossé insondable et un sentiment de non-représentation les séparent bel et bien. Des étudiant·es soulignent aussi le manque d'intersectionnalité et la non-prise en compte de leur neuroatypie ou de leur appartenance à un peuple autochtone, par exemple.

Florian : Quels sont les angles morts des procédures de dénonciation des violences de genre ?

Nicola : Ces procédures se fondent sur une conception de la violence de genre entendue comme exercée par des hommes sur des femmes ; elles reposent donc sur une vision binaire de la violence de genre. Les politiques à destination des personnes LGBTQIA+ se formulent quant à elles en termes de « discrimination en raison de l'expression de genre » et non de « violence de genre ». Certaines universités préfèrent utiliser l'expression « violence pour cause de genre » pour souligner le fait qu'elles se donnent l'objectif de lutter contre les violences en dépassant l'idée d'une binarité de genre. La tournure « pour cause de genre » vise à englober les violences liées à l'expression de genre et celles que subit la communauté trans'. Ces formulations sont performatives et peuvent restreindre ou au contraire favoriser leur usage par différentes communautés. Les entretiens avec les étudiant·es font état de nombreuses expériences de discriminations et de violences, qui auraient pu être prises en charge par ces instances de médiation.

Ces équipes sont toujours dans une phase d'apprentissage organisationnel et elles essaient de répondre aux exigences des étudiant·es. Entre 2019 et 2020, aucune question touchant à la diversité sexuelle et de genre ne figurait dans les premières auto-évaluations réalisées par les universités pour faire le point sur les politiques d'égalité de genre qu'elles avaient mises en œuvre. Ce n'est que récemment que cette dimension a commencé à être prise en compte. Le binarisme des premières auto-évaluations révèle la prégnance de l'hétéronormativité organisationnelle dans le contexte du déploiement des politiques d'égalité de genre à l'université. Même l'esthétique visuelle de ces évaluations renvoyait bien souvent à celle des toilettes : rose pour les filles et bleu pour les garçons. Cette hétéronormativité organisationnelle opère aussi sur le plan de la composition des équipes. La présence au sein des équipes de personnes issues de la diversité sexuelle et de genre facilite la prise en compte des réalités des étudiant·es LGBTQIA+.

Florian : D'autres universités latino-américaines ont-elles mis en place des politiques d'égalité de genre plus approfondies ?

Marcela : L'université nationale autonome du Mexique (UNAM), l'université nationale de La Plata en Argentine et l'université d'État de São Paulo au Brésil¹⁸ fonctionnent sur le modèle de la cogouvernance¹⁹, ce qui permet que les normes politiques ne soient pas imposées d'en haut, mais au contraire élaborées au contact de la réalité universitaire. Les politiques d'égalité de l'université d'État de São Paulo sont plus intersectionnelles et tiennent mieux compte des situations au croisement de la diversité sexuelle et de genre, de l'appartenance à une communauté autochtone ou afrodescendante, des situations de handicap et des situations de précarité socio-économique²⁰. Au Mexique, l'UNAM est pourvue d'une commission composée d'universitaires appartenant à la diversité sexuelle et de genre et travaillant au sein de l'établissement, qui contribue à orienter l'élaboration des politiques universitaires²¹. Nous avons eu l'occasion d'interviewer des personnes trans' et non binaires chargées de formuler des recommandations dans le cadre de tels comités, qui participent à la création de normes organisant la vie étudiante, le champ de l'enseignement et celui de la recherche. Cela met en valeur des universitaires appartenant à la communauté LGBTQIA+ et qui produisent un savoir empirique pour leur communauté : ils peuvent ainsi mobiliser ce savoir pour penser et organiser l'université en tant que contexte de travail.

Alors qu'au Chili l'impulsion vient du mouvement étudiant, le corps enseignant est plus engagé sur ces questions en Argentine. Les universités publiques argentines disposent de mécanismes démocratiques plus puissants et d'une tradition de défense de l'université publique différente de celle du Chili²². Les politiques de genre s'y inscrivent dans un engagement institutionnel de plus long terme pour les droits humains. Le Réseau interuniversitaire pour l'égalité de genre et contre les violences existe en Argentine depuis 2015. Il est très lié à l'émergence d'une voix propre au monde universitaire, à sa visibilité, à sa participation et à son engagement politique. Ce réseau est principalement composé de femmes. Il s'organise sous la forme d'une large coordination qui rassemble plus de vingt universités à l'échelle du pays. Aussi, le quota professionnel trans' garantit qu'au moins 1 % des postes dans le secteur public argentin soient occupés par des personnes trans²³.

La difficile institutionnalisation des pratiques et savoirs féministes face aux mouvements anti-genre

Florian : Aujourd'hui, quels sont les principaux freins à ces processus de transformation féministe des universités ?

aleosha : Les réactions masculinistes sont un frein important. Des hommes occupant des postes de pouvoir ou des positions complices ont vécu l'irruption des féminismes comme une attaque personnelle, comme une menace d'usurpation de leurs droits supposés – au lieu d'envisager ceux-ci comme des privilèges. Ces réactions masculinistes viennent autant des dirigeants que des employés de base. Et puis il y a les prétendues « nouvelles masculinités » d'hommes qui se présentent comme théoriquement favorables aux politiques d'égalité de genre, sans que cela implique pour autant de leur part de questionnement direct quant aux violences auxquelles ils participent ou aux complicités qu'ils entretiennent. Ce discours des « nouvelles masculinités » se contente de tracer une ligne entre les gentils et les méchants et s'empresse de chercher chez les hommes la figure de l'allié potentiel. Un certain nombre d'hommes et d'institutions, y compris au sein des universités, adoptent une position de principe très favorable aux politiques d'égalité de genre, du moins sur le papier, mais, pour différentes raisons, ne sont au fond pas prêts à céder leurs privilèges, à abandonner leurs positions de pouvoir ni à participer à des processus de changements profonds qui les engageraient personnellement. Ils sont plutôt favorables à des évolutions qui concerneraient d'autres personnes, mais ils ne s'incluent pas eux-mêmes dans ceux qui viendraient ausculter les points névralgiques où leurs propres corps se nouent au patriarcat. Ces corps, ce sont ceux des hommes qui dirigent ces organisations, ces entreprises, et qui se mettent en travers d'un certain nombre de changements très concrets et tout à fait nécessaires en matière de parité de genre, de brèches salariales, mais aussi de pouvoir symbolique et de lien entre celui-ci et la masculinité hégémonique.

Nicola : Les réactions de la droite contre ce qu'elle appelle « l'idéologie du genre » ont également été très virulentes. Au Chili, le mouvement anti-genre est né dans les années 1990 au sein de la hiérarchie de l'Église catholique, en réaction à ce qui était alors désigné comme l'« agenda de valeurs de la Transition » [en référence à la transition démocratique post-dictature], qui comprenait des thèmes comme la pilule contraceptive, l'avortement, la dépénalisation de la sodomie²⁴ et la loi sur le divorce. C'est à partir du début des années 2000 qu'on a commencé à parler d'« idéologie du genre » et à en faire un concept à part entière. L'expression sort tout droit d'un courrier du Vatican. À partir de 2010, l'Église catholique perd du terrain et passe au second plan. Le fait que des affaires de violences sexuelles toujours plus nombreuses éclatent au sein de l'Église lui a ôté le crédit dont elle bénéficiait jusqu'alors et qui lui permettait de faire office de garante morale sur les questions de genre et de sexualité.

aleosha : L'Église évangélique a réussi à introduire, à distiller et à répandre un discours anti-genre qui, au Chili, était traditionnellement porté plutôt par l'Opus Dei et par d'autres congrégations surtout liées aux classes supérieures et à l'extrême droite. La droite a traversé une période d'importants changements ces dernières années. Dans les années 1990, la droite chilienne était principalement composée des partis de l'Union démocrate indépendante (UDI) et de Renovation nationale (RN). Ces dernières décennies, les prises de position situées plus à droite que la droite traditionnelle ont essaimé et n'ont cessé de prendre de l'ampleur au Chili. Il s'agit bien entendu d'une dynamique à l'échelle globale. On le voit au Brésil avec Bolsonaro, en Argentine avec Milei et au Chili avec le Parti républicain de Kast²⁵. Grâce au pouvoir économique et idéologique dont elle dispose, l'extrême droite a réussi à rallier à sa cause un grand nombre d'hommes et d'importants secteurs de la communauté évangélique. Cela est apparu clairement au moment du vote contre la nouvelle Constitution en 2023 (Gaudichaud et Nogué, 2023). Parmi bien d'autres choses, cette constitution s'appuyait sur une perspective féministe et de genre pour formuler de nouveaux droits.

Nicola : La droite au sens large présente les politiques d'égalité de genre comme des projets d'endoctrinement. Elle en appelle à une université neutre, sans se donner la peine – évidemment – d'expliquer à quoi correspondrait cette neutralité. Sa stratégie a essentiellement consisté à créer du scandale et à déclencher des épisodes de panique morale. Cela lui a donné un droit de regard sur la présence de certaines thématiques à l'université, qu'elle ne s'est pas privée de critiquer et de discréditer en criant à la perversion, à l'obscénité et à l'immoralité.

aleosha : On assiste à une persécution, par des parlementaires de droite, des enseignant-es-chercheur-euses en études de genre exerçant dans les universités publiques. En 2021, par le biais d'une lettre officielle²⁶, des parlementaires ont exigé des universités qu'elles fournissent des informations nominatives sur les enseignant-es, les chercheur-euses, les formations et les centres de recherche qui pratiqueraient « l'idéologie du genre ». Compte tenu des termes dans lesquels cette demande était formulée, certaines universités ont refusé de répondre au nom du principe de liberté académique²⁷. D'autres universités ont, par naïveté ou complicité, fourni les informations demandées. Elles ont ainsi collaboré à la surveillance idéologique exercée sur les études de genre, notamment dans les universités publiques.

Cette surveillance passe également par la mobilisation de l'opinion publique via les réseaux sociaux. Un an après cette offensive des députés de droite, un compte anonyme a dénoncé en 2022 via la plateforme X le caractère « pédophile » d'un mémoire de recherche réalisé dans le cadre d'un master en études de genre à l'université du Chili²⁸. La circulation virale de la capture d'écran de la couverture de ce mémoire²⁹ a déclenché un scandale, qui a été amplifié par la découverte d'un deuxième mémoire « pédophile », réalisé au sein de la même université, cette fois-ci au niveau licence³⁰. Ce scandale des dites *tesis pedófilas* [mémoires pédophiles] a conduit à des appels à la mise sous tutelle des études de genre, qui ont trouvé des échos au sein de la presse et du Parlement. Il s'agit à la fois d'une attaque contre les études de genre et contre les universités d'État. Même si elles ne sont pas publiques, les universités d'État sont présentées par la droite comme des lieux d'endoctrinement idéologique et de militantisme politique. La surveillance idéologique et le scandale public sont les instruments par lesquels la droite rappelle à l'ordre les universités d'État.

Florian : Vous m'expliquiez avant l'entretien que ces deux mémoires de recherche s'appuient sur les écrits de René Schérer et Guy Hocquenghem. La comparaison Chili-France est ici intéressante car ces écrits font au même moment en France l'objet de conflits mémoriaux. En 2020, la Mairie de Paris a déboulonné une plaque commémorative qu'elle avait installée en hommage au cofondateur du Front homosexuel d'action révolutionnaire Guy Hocquenghem, à la suite de la protestation du collectif féministe Les Grenades contre un auteur qui aurait fait « l'apologie de la pédophilie ». Dans leur analyse de ce conflit mémoriel, Pierre Niedergang et Tal Piterbraut-Merx [2021] remettent au centre de la discussion la positionnalité critique des enfants queer victimes de violences sexuelles pour penser ensemble les luttes contre l'hétéronormativité et contre l'adultisme, en déjouant la fausse opposition entre « critique queer des normes » et « critique féministe des violences » qui peut se cristalliser dans ce genre de polémique. Quel espace existe-t-il dans les universités chiliennes pour des perspectives queer sur les violences de genre et de sexualité ?

Nicola : Cet espace est réduit. D'abord en raison des résistances conservatrices aux transformations institutionnelles demandées par le Mayo Feminista. Ensuite à cause de la multiplication des attaques réactionnaires contre les études de genre, dont la place au sein des

universités chiliennes est loin d'être sécurisée. Les études de genre restent vulnérables aux aléas des cycles politiques et des pressions gouvernementales. De ce fait, des questions épineuses comme celles qui sont posées par la théorie queer y sont difficilement formulables. C'est la raison pour laquelle cette polémique venue du mouvement anti-genre n'a pas pu se traduire dans les termes d'une controverse raisonnée au sein des études de genre chiliennes.

aleosha : Dans le sillage de cette polémique, d'autres travaux de recherche ont été diffusés sur les réseaux sociaux et leurs titres, les définitions sur lesquelles ils s'appuyaient, leur positionnement méthodologique ont été raillés. Afin d'élaborer une réponse institutionnelle unifiée face à ces attaques, l'université du Chili a chargé une commission³¹ d'évaluer la pertinence éthique et scientifique des deux « mémoires pédophiles ». Or cette commission ne comptait aucun-e spécialiste en études de genre. Sa démarche relève donc de la mise sous tutelle et d'un déclassement épistémologique des savoirs féministes et queer. Les prises de position à titre individuel, collectif et institutionnel ont par ailleurs été nombreuses au sein du monde universitaire chilien. Certain-es universitaires ont relativisé le contenu et l'impact de ces travaux étudiants, en soulignant leur caractère purement théorique. D'autres ont appelé à la sanction des collègues impliquées dans l'encadrement et l'évaluation de ces travaux et ont affirmé que de telles perspectives n'avaient pas leur place à l'université. Cette prise de distance en public de la part de certain-es collègues peut être interprétée comme une tentative d'échapper à la stigmatisation des études de genre. Cette tactique de défense fondée sur l'épuration des perspectives gênantes et la recherche de consensus nous semble aller à l'encontre de l'autonomie critique et de la force dissidente des études de genre.

Marcela : L'affaire des « mémoires pédophiles » a suscité de nombreuses frictions et antagonismes au sein des féminismes. J'appartiens à une organisation informelle, autonome et indépendante qui a justement été créée en réponse aux listes noires que ces député-es ont exigées des universités d'État : elle s'est formée dans le but d'endiguer ce genre de menaces et d'y opposer une résistance. Notre groupe a dans un premier temps opté pour une forme de clandestinité, par peur de se déclarer ouvertement en résistance face à ce type d'ingérences. Nous n'avons pas réussi à formuler de position claire. Une fois que l'épisode des listes noires a été clos, ou en tout cas qu'il est passé à l'arrière-plan, nous avons reformé le réseau pour tenter de lui donner une logique plus claire. Comme nous n'avons pas réussi à formuler de proposition concrète au moment de l'affaire des « mémoires pédophiles », nous avons estimé qu'il était nécessaire de réagir *a posteriori*, et nous avons surtout organisé le soutien des deux professeures attaquées – mais toujours de manière très craintive, très inquiète, en doutant beaucoup, car il a commencé à y avoir des tensions au sein même du groupe. Certain-es collègues se sont ralliés aux voix réactionnaires, appelant jusqu'au licenciement des collègues mises en cause, sur la base de différents positionnements politiques et théoriques, parfois d'ordre personnel, liés à des expériences de violence.

J'en veux également pour preuve l'agressive campagne de discrédit déployée contre la professeure Elisa Loncon, universitaire mapuche de l'université de Santiago, après son mandat en tant que présidente de la Convention constitutionnelle³². À l'issue de son mandat, elle a repris ses travaux de recherche et, au cours de cette première année, elle a été victime d'une campagne brutale destinée à la discréditer à travers les réseaux sociaux et par des menaces directes. Elle bénéficiait alors d'un congé recherche, qui a été remis en cause. On a commencé à exiger de l'université qu'elle produise publiquement ses diplômes, qu'elle prouve que la professeure possédait bien ses titres universitaires. On en est venu à mettre en doute sa légitimité en tant qu'universitaire, et ce doute, l'idée qu'elle serait une impositrice, est resté dans l'imaginaire collectif comme si c'était une vérité. Il faut reconnaître que l'université de Santiago a répondu par une défense formelle, claire et explicite du statut de la professeure. Mais dans le milieu universitaire en général, les réactions ont majoritairement été l'indifférence, la distanciation et le refus d'engagement.

Cela démontre la vigueur et la situation hégémonique dont jouit encore l'esprit conservateur dans notre pays. Mon sentiment – cela vient peut-être de mon expérience personnelle, car c'est par ma blessure que je parle ici – est que nos positions demeurent des positions dissidentes, qui ne sont pas considérées comme légitimes. Dans l'espace dans lequel nous évoluons, leur existence même reste profondément menacée. C'est vrai y compris pour le positionnement théorique universitaire, et pas seulement pour l'activisme politique : même sur le plan universitaire, théorique, la possibilité d'occuper une position légitime, d'avoir une voix, n'existe pas. Donc toute alliance est fragile, menacée et illégitime. Et je crois que si tout cela est possible, c'est parce que le travail de dépolitisation de la vie sociale réalisé par la dictature au Chili continue de porter ses fruits. Les dispositifs de genre demeurent englués dans des conceptions essentialistes, superficielles et dépolitisées.

Bibliographie

GABA Mariana, « Nuevas arquitecturas de género(s) en las universidades chilenas como respuesta a las movilizaciones feministas estudiantiles del 2018 », *Symploké. Estudios de Género*, 1, 2020, pp. 22-30.

GAUDICHAUD Franck et NOGUÉ Axel (dir.), « Le Chili s'est-il "réveillé" ? Changements et continuités dans le Chili post-2019 », *IdeAs*, 21, 2023, DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.14719>.

HEARN Jeff et PARKIN Wendy, *Gender, Sexuality and Violence in Organizations*, Londres, Sage, 2001.

IBARRA María Ignacia et BRITO Sofia (dir.), *Justicia feminista al borde del tiempo: experiencias comunitarias y sentipensamientos antipunitivistas*, Santiago du Chili, LOM, 2023.

MANDIOLA Marcela, RÍOS Nicola et ERIDANI Aleosha, « El género administrado: lecturas feministas y críticas a la reorganización de la academia y las universidades en Chile », Programa de Investigación de Género y Diversidad Sexual GEDIS (dir.), *Mucho género que cortar: Estudios para contribuir al debate sobre género y diversidad sexual en Chile*, Santiago du Chili, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2022, pp. 73-100.

NIEDERGANG Pierre et PITERBRAUT-MERX Tal, « Violence sexuelle ou "initiation" ? », *GLAD!*, 10, 2021, DOI : <https://doi.org/10.4000/glad.2734>.

RIVAS SAN MARTÍN Felipe, *Estatutos de la disidencia*, Santiago du Chili, Ecfrasis, 2023, URL : <https://ecfrasis.com/wp-content/uploads/2020/12/Estatutos-web.pdf>.

VECINAS UNIDAS, *Disensos a la disidencia*, 2023, URL : [https://registrocontracultural.cl/textos/DISENSOS-A-LA-DISIDENCIA-\(DIGITAL\).pdf](https://registrocontracultural.cl/textos/DISENSOS-A-LA-DISIDENCIA-(DIGITAL).pdf).

Notes

1 NDLT : Le nom du collectif est un jeu de mots sur la polysémie du terme « *género* », qui peut désigner aussi bien le genre que le tissu. Ce nom évoque donc à la fois l'idée de « faits de genre », c'est-à-dire de réalités sociales liées à l'expérience du genre, et celle du matériau de confection de ces réalités genrées au sein du tissu social. Ainsi, le nom du collectif pointe implicitement le caractère construit ou « tissé » du genre, insiste sur la matérialité de celui-ci et véhicule l'idée d'une fabrique sociale du genre, dont les trois chercheur-euses analysent les mécanismes au sein du champ universitaire.

2 En 1877, le décret Amunátegui autorise l'admission de femmes issues de l'élite au sein de certains cursus universitaires relevant du domaine du soin, comme le travail social, les soins infirmiers et l'enseignement. Au fil du ^{xx}e siècle, les autres cursus universitaires s'ouvrent progressivement aux femmes, non sans de fortes résistances sexistes, en particulier en médecine. Sur la question de l'accession progressive des femmes aux études universitaires, voir Bibliothèque nationale du Chili, « Mujeres y profesiones universitarias (1900-1950) », *Memoria Chilena*, URL : <https://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-755.html> (consulté le 4 septembre 2024).

3 Le 11 septembre 1973, le coup d'État contre le gouvernement de Salvador Allende marque le début de la dictature civico-militaire au Chili. Elle ne prendra fin que le 11 mars 1990 avec l'arrivée de Patricio Aylwin à la présidence, à la suite du rétablissement du système d'élections démocratiques qui inaugure la période connue sous le nom de Transition. Les dix-sept ans de dictature ont été marqués par la violence politique, la violation systématique des droits humains et une ingérence autoritaire du gouvernement militaire dans toutes les institutions du pays. Renforcée par l'ingérence politique et économique étrangère, celle-ci a posé les bases du néolibéralisme au Chili.

4 Ces deux centres, le Centre d'études de la femme (CEM) et La Morada, constituent deux points d'articulation de la pensée et de la réflexion féministes au Chili, antérieurs à l'introduction des études de genre dans le champ universitaire. Le nom du second centre recouvre un double sens : le terme « *morada* » fait référence à « un lieu qu'on habite », mais aussi à une couleur (« *morado* », le mauve), transformée en adjectif féminin (« *la*

organe constitutif de l'État composé de 155 membres, chargé-es de rédiger une nouvelle constitution. Ce projet de constitution a ensuite été rejeté lors du référendum du 4 septembre 2022.

Pour citer cet article

Référence électronique

aleosha eridani, Marcela Mandiola, Nicola Ríos et Florian Vörös, « Après le Mayo Feminista. La transformation féministe des universités chiliennes à l'épreuve du patriarcat, de l'hétéronormativité et du néolibéralisme », *Genre, sexualité & société* [En ligne], 34 | Automne 2025, mis en ligne le 13 janvier 2026, consulté le 16 février 2026. URL : <http://journals.openedition.org/gss/10027> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/15izn>

Auteurs

aleosha eridani

Docteur en études interdisciplinaires à l'université de Valparaíso (Chili)

Marcela Mandiola

Docteure en études sur le management, université de Lancaster (Royaume-Uni)

Nicola Ríos

Doctorant en sciences de l'éducation, Universitat de Barcelona (Espagne)

Florian Vörös

Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, université de Lille
florian.voros@univ-lille.fr

Articles du même auteur

Introduction. Analyses féministes des rapports de domination dans l'enseignement supérieur et la recherche [Texte intégral]

Introduction. Feminist Analysis of Power Relations in Higher Education and Research

Paru dans *Genre, sexualité & société*, 22 | Automne 2019

Penser l'hégémonie [Texte intégral]

Paru dans *Genre, sexualité & société*, 13 | Printemps 2015

Les transformations de la volonté de savoir pornographique après trente ans de sida. À propos de DEAN Tim, *Unlimited Intimacy*.

Reflections on the Subculture of Barebacking [Texte intégral]

Chicago, University of Chicago Press, 2009

Paru dans *Genre, sexualité & société*, 4 | Automne 2010

Traducteur

Louise Ibáñez-Drillières

Droits d'auteur



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.